

## **Cercle Révoltes du 5 avril 2001 : rapport sur la question de la Palestine**

La jeunesse subit tout particulièrement les conséquences de la crise du système capitaliste et de la société bourgeoise. L'augmentation de l'exploitation de la main d'œuvre, la mise en cause des acquis ouvriers (qualifications, SMIC, retraites ...) touchent la jeunesse sous des formes particulières : multiplication des contrats précaires type Contrats Emplois Jeunes ; mise en cause de plus en plus ouvertement du droit aux études.

Ce qui est vrai en France l'est infiniment plus dans les pays dominés : pour cette raison, dans nombre de ces pays frappés par la misère, en Palestine, en Indonésie, en Algérie, la jeunesse est à l'avant garde des combats du prolétariat et des populations opprimées. Mais ces combats se heurtent à la politique des dirigeants du mouvement ouvrier, ou plus simplement à l'absence de toute organisation ouvrière. Ainsi, en Palestine, les masses sont piégées entre l'OLP - organisation nationaliste petite bourgeoise qui a totalement trahi leur combat- et le Hamas, organisation en apparence plus combattive mais ultra-réactionnaire.

Aujourd'hui le peuple palestinien, dont tous les combats sont liés aux avancées et aux reculs de la révolution mondiale -dont elle est en même temps une composante importante- résiste dans une situation effroyable : asphyxiées économiquement, sous le joug de l'armée israélienne, face à la police de l'OLP, les masses palestiniennes sont isolées, sans organisation. C'est une révolte pour la survie. Cette situation est la conséquence de l'écrasement de l'Irak par l'impérialisme en 1990-1991 et de l'accord de Washington. Pour cette raison, la mobilisation de la jeunesse palestinienne depuis l'automne 2000 diffère de la première Intifada de 1987 qui était un mouvement organisé à caractère révolutionnaire.

Les dirigeants du mouvement ouvrier français ont organisé à différentes reprises des manifestations pour réclamer le respect de l'accord de Washington (préparé à Oslo), alors que cet accord signé par l'OLP est un accord de trahison. A l'inverse, la véritable solidarité avec la jeunesse et la classe ouvrière palestinienne est d'abord la défense du droit à constituer son État sur l'ensemble du territoire de la Palestine. Cela implique en France de combattre contre les dirigeants du mouvement ouvrier pour qu'ils rompent leur soutien à l'accord d'Oslo-Washington, qu'ils rompent avec la défense des intérêts de la bourgeoisie française, qu'ils cessent de soutenir Chirac et le gouvernement Jospin " amis d'Israël " en réalité ardents défenseurs de l'État sioniste.

Cette orientation peut paraître à " contre courant " de toutes les positions des organisations ouvrières (du PCF à l'UNEF en passant par LO ...) mais elle est fondée sur la compréhension d'éléments historiques sur lesquels il est important de revenir.

### **La place du peuple palestinien dans le combat contre l'impérialisme**

L'histoire de la construction de l'État d'Israël n'est pas séparable du développement de l'antisémitisme en Europe, notamment dans la première moitié de XX<sup>ème</sup> siècle. L'antisémitisme fut et reste un produit du capitalisme pourrissant. Trotsky rappelait que " *le capitalisme en déclin a déchaîné partout un nationalisme exacerbé dont l'antisémitisme est un aspect* ".

Désigner un groupe social (à partir de critères linguistiques, religieux ou autres ...) comme bouc émissaire est depuis fort longtemps le moyen classique utilisé par le pouvoir pour masquer les véritables causes d'une crise sociale et politique. Le tsarisme russe à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le nazisme dans l'Allemagne en crise des années trente eurent ainsi recours à l'antisémitisme. En Allemagne, l'objectif de la bourgeoisie était de cacher le fait que la crise économique et sociale était le pur produit du mode de production capitaliste, que cette crise conduisait inéluctablement après la première guerre mondiale à une nouvelle guerre impérialiste. Le nazisme fut le bras armé de la bourgeoisie allemande contre les travailleurs.

Face à cette crise, face au nazisme et à l'antisémitisme, la seule issue pour les travailleurs et la jeunesse, pour les victimes de l'antisémitisme, ne pouvait être que le combat pour la révolution socialiste. La politique contre révolutionnaire des dirigeants sociaux-démocrates et staliniens entrava ce combat et permit, la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne en 1933.

Après la deuxième guerre mondiale, le mouvement sioniste, qui avait été à l'origine très marginal et réduit à quelques groupes liés aux impérialismes, fut présenté comme une issue aux populations victimes de l'antisémitisme. Il ne fut en réalité qu'une excoissance du capitalisme, une opération colonialiste dont l'objectif était la constitution d'un État juif en Palestine. Le sionisme se distingue des mouvements impérialistes "classiques". Si les États impérialistes sont des états colonisateurs dont l'objectif est l'exploitation des populations indigènes comme force de travail à bas prix tout en pillant les ressources naturelles, le but avoué du sionisme n'est pas simplement d'exploiter les Palestiniens. Dans *l'histoire cachée du sionisme* R. Schoenman explique : " *L'objectif était de remplacer la population indigène par une nouvelle communauté de colons, d'éliminer les fermiers, les artisans et les citadins de Palestine pour leur substituer une force de travail entièrement nouvelle composée par des colons. En niant l'existence du peuple palestinien, le sionisme cherchait à créer le climat politique pour les chasser non seulement de leur terre mais de l'histoire.* "

Mais la colonisation sioniste n'a pu se réaliser que parce qu'elle satisfaisait un besoin fondamental de l'impérialisme : maintenir les masses palestiniennes sous un talon de fer pour interdire que leurs combats d'indépendance se tournent contre la domination impérialiste. Ce faisant l'impérialisme s'adaptait à une situation nouvelle pour maintenir son contrôle sur la région.

Rappelons qu'à la fin de la première guerre mondiale les impérialismes anglais et français s'étaient partagé cette région du monde en zones d'influences. Pour tenter d'assurer son contrôle l'impérialisme anglais chercha le soutien du sionisme. La déclaration du ministre anglais Balfour du 2 novembre 1917 promettait la constitution d'un " *foyer national juif* " en Palestine. Dans le même but, il aidait à la mise en place des monarchies sous son contrôle, en Irak, en Jordanie.

Émergea alors en Palestine un mouvement de lutte pour l'indépendance nationale, contre l'impérialisme anglais et contre la colonisation sioniste que ce dernier protégeait.

Ce combat pour l'indépendance s'appuyait sur le formidable événement que représentaient la victoire de la révolution russe en 1917, la prise du pouvoir par le parti bolchevik, la constitution du premier État ouvrier, et la dictature du prolétariat. Cet événement a alimenté la lutte des classes à l'échelle mondiale, lui donnant une formidable impulsion. C'est la période des révolutions et des contre révolutions.

La République des soviets doit faire face à l'acharnement des impérialismes qui bandent leurs forces pour rétablir le mode de production capitaliste en URSS. Dans ce combat tout affaiblissement de l'impérialisme est un avantage au compte de l'État ouvrier et du développement de la révolution mondiale. Aussi, les mots d'ordre " *Union des travailleurs à l'échelle mondiale* " ou encore " *prolétaires de tous pays unissez-vous* " de K. Marx doivent se concrétiser dans les pays occidentaux par le combat des prolétaires contre leur propre impérialisme, contre leur bourgeoisie et son État, et dans les pays coloniaux et semi-coloniaux par les combats d'émancipation nationale.

C'est pourquoi l'Internationale Communiste avait décidé de soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies mais sur un axe politique clair. Partant du principe que ces mouvements nationalistes n'auront d'issue qu'en s'engageant sur la voie de la révolution socialiste l'Internationale Communiste déclarait alors : " *Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République soviétique* ".

Mais ensuite, l'isolement de la révolution russe se répercuta en Palestine. Entre 1917 et 1935 la colonisation juive progresse. Quelques chiffres : entre 1890 et 1917 sur trois millions de juifs émigrant d'Europe orientale seulement soixante mille sont allés en Palestine soit 1 800 par an. En 1931 ce chiffre passe à 4 000, puis 9 500 en 1932, 30 000 en 1933, 42 000 en 1934, 61 500 en 1935.

L'accroissement de ces chiffres à partir de 1933 est à mettre en relation avec la politique de répression du régime nazi à l'encontre de la population d'origine juive (ou réputée telle). Il importe de souligner le rôle du sionisme. Une lettre de Ben Gourion (dirigeant de l'Agence Juive et premier chef de l'État d'Israël) en date du 17 décembre 1938 fait part de " *sa crainte de voir les juifs persécutés réussir à se réfugier dans les pays occidentaux* " ; il met en garde : " *si on laisse le choix entre le sauvetage des juifs des camps de concentration et l'assistance à un foyer national en* Révoltes n°5 – 23 février 2002

*« Palestine, la miséricorde aura le dessus et toute l'énergie juive sera canalisée vers le sauvetage des juifs des divers pays (...) le sionisme sera rapidement rayé de l'agenda ».*

Cette colonisation se faisait sur la base de l'expulsion des Palestiniens des activités industrielles, du commerce, de l'agriculture. En 1939 le capital étranger représente 75 % du capital investi en Palestine, le capital sioniste 20 % et le capital palestinien 2 à 3 %. Face à cette colonisation et à l'exclusion de la population palestinienne se développe en 1936 une grève générale qui dure six mois, un véritable mouvement révolutionnaire qui se prolonge jusqu'en 1939.

La révolte de 1936 a pour but l'obtention de l'indépendance nationale, elle repose sur la crainte de voir s'établir une colonie sioniste sur le sol palestinien avec le soutien du gouvernement britannique. Les revendications sont : l'arrêt de l'immigration sioniste, la cessation du transfert des terres possédées par les Arabes aux colons sionistes, l'établissement d'un gouvernement démocratique dans lequel les Palestiniens auraient une majorité de contrôle.

La révolte a pris la forme de la désobéissance civile et de l'insurrection armée. Les paysans quittèrent leurs villages pour rejoindre des unités de combattants qui se formaient dans les montagnes. Les nationalistes arabes de Syrie et de Jordanie participèrent bientôt à la bataille. La décision de refuser de payer les impôts fut prise le 7 mai 1936 lors d'une conférence à laquelle participaient 150 délégués représentant tous les secteurs de la population, et une grève générale balaya la Palestine.

La réaction britannique fut immédiate et brutale. La loi martiale fut déclarée le 30 juillet 1936 et une vaste répression se déclencha. Quiconque était suspecté d'organiser ou de sympathiser avec la grève générale ou tout autre acte de résistance était emprisonné. On fit sauter les maisons dans toute la Palestine. Une grande partie de la ville de Jaffa fut détruite par les Britanniques laissant 6000 personnes sans abri. Les habitations dans les communautés environnantes furent également détruites. Les Britanniques envoyèrent 20 000 hommes supplémentaires pour écraser la révolte. Mais de ces premiers grands combats de classe est née une tradition de lutte et d'organisation qui demeure profondément ancrée dans le prolétariat palestinien.

### **L'impérialisme à l'origine de l'État colonial d'Israël**

À l'issue de la deuxième guerre mondiale, un puissant mouvement national émerge en relation avec la vague révolutionnaire mondiale qui se développe. D'autre part l'affaiblissement des impérialismes anglais et français profite à l'impérialisme américain qui devient la force dominante et intervient directement au Moyen-Orient. Les États-Unis limitèrent l'immigration des survivants juifs européens afin qu'ils aillent coloniser la Palestine (ce qui provoqua un moment les réticences de l'impérialisme anglais qui redoutait l'insurrection des Palestiniens).

Afin d'assurer son hégémonie dans la région, l'impérialisme américain utilise le sionisme. Il réalise la « Sainte-Alliance » avec la bureaucratie de Staline qui s'inquiète des répercussions de la montée de tout mouvement révolutionnaire dans le prolétariat russe. C'est pourquoi le 29 novembre 1947 les puissances impérialistes et la bureaucratie du Kremlin font adopter à l'ONU une résolution pour le partage de la Palestine. Les représentants de la France et de la bureaucratie de l'U.R.S.S. votent pour ; la Grande-Bretagne s'abstient. Ainsi, alors qu'en 1947, 630 000 juifs, vivaient en Palestine (soit 31% de la population totale) la résolution de l'ONU donne 55% des terres aux Juifs contre 45% aux 1 300 000 Palestiniens.

Le 11 mai 1948 le Conseil National Juif proclame l'État d'Israël ; cet État est immédiatement reconnu par les États-Unis et l'U.R.S.S. Entre novembre 1947 et mai 1948, en moins de six mois, l'armée sioniste et les milices se sont emparées de 75% des terres de Palestine, chassant 780 000 Palestiniens par un processus de massacres permanents. La tuerie avait pour but de pousser la population à fuir pour sauver sa vie. Au fur et à mesure les villages étaient anéantis au bulldozer ; sur 475 villes et villages existant avant 1947, 386 ont été rasés et les 90 restants sont privés de terres et d'eau.

Entre 1948 et 1967 les différentes guerres israélo-arabes ( première guerre en 1948, guerre de Suez en 1956, guerre des six jours en 1967) ont permis à l'État sioniste d'accroître sa domination et d'annexer de nouveaux territoires (Sinaï, Golan, Cisjordanie) .

En 1964, l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.) est constituée. C'est une organisation nationaliste et petite bourgeoise. Sa charte récuse le partage de la Palestine et la création de l'État d'Israël mais ne va pas jusqu'à exiger la constitution d'un État palestinien sur l'ensemble de la Palestine. De plus, l'O.L.P. est dès sa création sous le contrôle étroit du président de l'Égypte, Nasser.

Une nouvelle situation politique s'ouvre à compter de 1968. Elle se caractérise par la crise conjointe de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin. Il y a conjonction entre le mouvement pour la révolution sociale dans les pays capitalistes et la révolution politique en U.R.S.S. En effet, à la fin des années soixante, l'impérialisme américain s'enlise dans la guerre engagée au Vietnam. La jeunesse se mobilise sur les campus américains et européens pour l'arrêt de la guerre au Vietnam (sous les mots d'ordre "*US go Home*"), elle remet également en cause le régime capitaliste lui-même comme en France en mai-juin 1968. Simultanément, en U.R.S.S. la bureaucratie stalinienne doit faire face à des mobilisations révolutionnaires comme en 1968 en Tchécoslovaquie.

En 1973, à l'initiative de l'Égypte et de la Syrie se déroule la quatrième guerre israélo-arabe: c'est la guerre du Kippour. L'armée israélienne est dans un premier temps bousculée et reflue. Elle finira par gagner mais elle n'apparaît désormais plus comme invincible et l'impérialisme américain redoute les réactions des masses dans les pays arabes contre les régimes pourris de ces États incapables de combattre victorieusement le petit État d'Israël. L'impérialisme américain va donc renouer des liens étroits avec l'Égypte de Sadate pour en faire un client et un serviteur. Cela va aboutir à la reconnaissance d'Israël par l'Égypte et aux accords de Camp David en juin 1978.

### **L'accord de camp David de 1978**

Réunissant le président américain Carter, le Premier ministre israélien Béguin et le président égyptien Sadate, les négociations aboutissent à la reconnaissance d'Israël par l'Égypte et à l'élaboration d'un plan américain pour le "*règlement général*" des questions du Moyen Orient. L'objectif est d'imposer la "*pax americana*". Ce plan prévoit "*le règlement global durable et équitable*" du sort des Palestiniens c'est à dire des négociations sur la Cisjordanie et Gaza pour une "*autonomie*" où "*le gouvernement militaire israélien et son administration civile seront remplacés par l'autorité d'auto-gouvernement*". Il s'agit de mettre en place une importante force de police locale avec des patrouilles communes de soldats jordaniens et israéliens. C'est pourquoi cette "*autonomie*" est soumise à la reconnaissance par les Palestiniens et la Jordanie de l'État d'Israël et ce plan doit être ratifié par les États arabes ainsi invités à collaborer à faire la police contre les masses palestiniennes au compte de l'impérialisme et de l'État sioniste.

Mais une vague révolutionnaire se développe au Proche et Moyen-Orient dont la mobilisation des masses palestiniennes en est une composante. L'étude du calendrier révèle un lien étroit entre le déroulement des négociations de Camp David (du 5 au 17 septembre 1978) et la montée d'une nouvelle vague révolutionnaire au Proche Orient. Le 8 septembre 1978 c'est le vendredi noir en Iran. Le Chah fait tirer sur la foule (2 000 morts). Un puissant mouvement révolutionnaire amène le Chah à se réfugier en Égypte en janvier 1979 puis à s'exiler au Maroc. Le 26 mars 1979 -jour de la signature du traité de Camp David- c'est la grève générale en Cisjordanie. C'est une mobilisation en profondeur des masses palestiniennes en relation avec la révolution en Iran. Hussein de Jordanie est contraint de rompre tout rapport avec l'Égypte. La "*pax americana*" se heurte ainsi à la mobilisation révolutionnaire des masses.

Mais la révolution iranienne apparaît dans l'impasse. L'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire pèse lourdement alors que de l'intérieur comme de l'extérieur tout est mis en œuvre pour que cette révolution échoue. De l'intérieur, le Parti communiste iranien détourne les mobilisations de la question de la prise du pouvoir et soutient Khomeyni. De l'extérieur, la bureaucratie du Kremlin intervient en Afghanistan en décembre 1979 et en septembre 1980 les impérialismes poussent l'Irak à mener la guerre contre l'Iran.

Dans le même temps, l'armée israélienne a mené de nombreuses interventions dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban et en 1982 l'armée sioniste envahit le Liban. En septembre 1982 Arafat capitule : l'armée de l'O.L.P. quitte les camps pour se réfugier en Tunisie et laisse ainsi sans défense les Palestiniens. A l'automne 1983 la Syrie donne l'assaut aux camps de réfugiés pour tenter d'en finir avec la résistance palestinienne.

En définitive, il y a échec d'Israël sur l'objectif de constituer un État libanais chrétien dont il aurait le contrôle mais il y a désarmement politique des Palestiniens qui sont privés de perspective claire. L'O.L.P. subordonne son action aux États arabes inféodés aux impérialismes. Cette politique interdit de mener le combat pour la constitution d'un État palestinien sur l'ensemble de la Palestine.

De plus la capitulation de l'O.L.P. au Liban aggrave la situation du peuple palestinien. L'O.L.P. va de capitulation en capitulation : le 25 août 1982 Arafat reconnaît toutes les résolutions de l'ONU (il reconnaît donc Israël) ; en janvier 1983 il reconnaît les accords de Camp David. En février 1983 le plan de Fès prévoit l'autonomie interne sur cinq ans de la Cisjordanie et de Gaza avec maintien de l'occupation israélienne et l'auto-gouvernement de ces territoires avec la Jordanie. Cela conduit à ce qu'en février 1985 Arafat signe un accord avec Hussein à Amman qui va dans le même sens.

Le 11 mars 1985, Gorbatchev est élu premier secrétaire du Parti communiste d'U.R.S.S. Il se rallie immédiatement au plan américain de règlement des « conflits régionaux ». Il combat désormais ouvertement pour pousser Arafat à négocier avec les États-Unis. Mais ce plan Gorbatchev-Reagan de règlement des « conflits régionaux » se heurte à la mobilisation révolutionnaire des masses.

### **L'Intifada de 1987 à 1990**

Née spontanément l'Intifada de 1987 est un mouvement révolutionnaire qui a eu des répercussions au-delà du Moyen Orient : en Algérie en 1988 par exemple la “ *révolte de la semoule* ” participe du même mouvement.

L'Intifada était un mouvement contre l'État d'Israël et contre les notables palestiniens. Très organisé, il s'était doté d'un Commandement National Unifié reposant sur des commissions populaires dans chaque village, dans chaque camp (ces comités sont une forme d'organisation pré-soviétique). Des conseils contrôlaient tous les aspects de la vie sociale : de l'expulsion des collabos, des vendeurs de drogue à la mise en place de commissions de la santé, de l'éducation, de la justice ... Le Commandement National Unifié résista aux pressions des islamistes, du P.C. palestinien qui exigeait une déclaration indiquant que l'Intifada n'était pas dirigé contre l'État d'Israël. Après avoir tenté de constituer une direction contre lui, l'O.L.P. a finalement participé au Commandement National Unifié.

Mais en l'absence de perspective claire, en l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, à l'automne 1988, la mobilisation reflue. Ce reflux permet à l'O.L.P. d'accepter les résolutions 242 et 338 de l'ONU (la reconnaissance d'Israël) comme base de participation à une conférence internationale “ pour la paix au Moyen Orient ”.

A compter de 1990-1991, de nouveaux rapports politiques s'instaurent. En l'absence d'Internationale Ouvrière Révolutionnaire, les mobilisations de masses en Europe de l'Est sont chapeautées par la bourgeoisie : c'est la mobilisation des masses qui est à l'origine de la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 ; mais, la réunification de l'Allemagne s'opère sous la direction de Kohl dans le cadre de l'État bourgeois allemand : la RFA. Le processus de restauration du capitalisme en U.R.S.S. aboutit à la dislocation de l'Union soviétique. Ce faisant, en dépit de ce qu'était devenue l'URSS dominée par la bureaucratie, c'est un point d'appui pour le prolétariat mondial qui disparaît. La perspective du socialisme devient plus difficilement saisissable.

C'est dans ce nouveau cadre politique que l'impérialisme américain, désormais seule puissance mondiale, doit tenter de résoudre la question du maintien de sa domination sur le Proche et Moyen-Orient afin notamment de conserver le contrôle de la production pétrolière.

Il doit d'autant plus résoudre cette question que l'ancien dispositif qu'il avait mis en place menace de s'effondrer : le Chah d'Iran a été balayé ; les régimes de Syrie, de Jordanie et d'Égypte sont affaiblis ; la population supporte de moins en moins le régime des émirs en Arabie Saoudite ; la forteresse impérialiste au Moyen-Orient, l'État d'Israël, est menacée de l'intérieur par l'Intifada ; l'Irak qui avait mené la guerre contre l'Iran au compte de l'impérialisme se retourne et ébranle tout l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

### **Intervention impérialiste en Irak**

Début 1991, la guerre du Golfe est engagée par l'impérialisme américain qui entend renforcer son contrôle politique, militaire et économique au Moyen-Orient. Il lui faut liquider le potentiel révolutionnaire des masses irakiennes et restaurer la toute puissance d'Israël afin d'aller vers une solution quelque peu durable au Moyen Orient.

La bureaucratie du Kremlin renonce à défendre ses anciens clients et participe aux opérations, la France et la Grande Bretagne se rangent derrière l'impérialisme américain. La défaite de l'Irak qui s'en suit est celle des masses arabes et en premier lieu du peuple palestinien. Elle entraîne la fin de l'Intifada, ouvre la voie à la “ *pax americana* ”. L'O.L.P. applique alors les déclarations d'Arafat faites à l'ONU en 1988 sur le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité et à renoncer au terrorisme.

### **La conférence de Madrid**

Cette conférence conduira aux négociations d'Oslo, puis à l'accord de Washington. Bush avait déclaré le 6 mars 1991 : “ *le temps est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe* ”. La conférence réunie 30 octobre 1991 est l'occasion de rétablir les relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et Israël.

L'écrasement des masses palestiniennes n'a jamais été aussi important et permet à l'impérialisme américain d'espérer un règlement des conflits régionaux. “ *C'est maintenant le moment idéal pour le monde arabe de démontrer que les Révoltes n°5 – 23 février 2002*

*attitudes ont changé, qu'il est désireux de vivre en paix avec Israël et d'accepter les besoins raisonnables d'Israël en matière de sécurité*”, déclare G. Bush. L'impérialisme américain estime alors disposer d'une opportunité unique depuis 1948.

### **Oslo-Washington : un accord pour renforcer la domination d'Israël**

Le 13 mars 1993 sous le parrainage de l'impérialisme américain Arafat et Rabin signent à Washington l'accord dit “ d'Oslo ”. Arafat reconnaît Israël qui reconnaît l'O.L.P. comme seul représentant des Palestiniens. L'article 1 des accords établit “ *une autorité intérimaire palestinienne pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza pour une période transitoire de cinq ans maximum et menant à un arrangement permanent fondé sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU* ”. Cela place l'O.L.P. comme agent du maintien de l'ordre pour le compte d'Israël qui est conforté comme agent et bastion de l'impérialisme.

A la vérité Israël maintient la Cisjordanie et Gaza sous sa botte. En reconnaissant Israël et en limitant le prétendu État palestinien à Gaza et à la Cisjordanie l'O.L.P. isole les Palestiniens de ces territoires de ceux qui résident à l'intérieur des frontières d'Israël et de ceux qui sont réfugiés au Proche et au Moyen-Orient (Jordanie ...) Cet isolement aide l'État d'Israël à poursuivre la répression de l'Intifada et permet à Israël de tenter de mettre fin à sa manière à ce “ conflit régional ”. C'est une contribution majeure à la consolidation des États féodaux bourgeois du Moyen-Orient et donc au renforcement de l'impérialisme.

Cet accord d'Oslo-Washington n'a pas pour objectif la création d'un État palestinien. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler qu'un État est constitué par un gouvernement, une police, une armée, une justice défendant les intérêts généraux d'une classe dominante ; cette autorité s'exerce sur un territoire. Il n'y a pas d'État sans territoire. Or, de 1948 à 1967 entre les guerres successives et la loi dite des “ *terres abandonnées* ” Israël s'est approprié, en plus des 55% des terres attribuées par l'ONU, 50% de la Cisjordanie et la maîtrise totale de l'eau. Il ne reste plus pour les Palestiniens que des confettis appelés “ *territoires autonomes* ”.

L'accord d'Oslo-Washington perpétue, avec la bénédiction de la “ communauté internationale ” (ONU), la domination d'Israël sur la terre et l'eau. L'autorité palestinienne exerce un pouvoir policier sur la population et une “ autorité ” très limitée sur les terres, l'eau et l'économie. La totalité des relations extérieures (politiques, économiques, militaires) sont soumises à l'État d'Israël.

### **Camp David juillet 2000**

Ces “ négociations ” se mènent en juillet 2000, avec le Premier ministre travailliste d'Israël Barak et Arafat, sous la houlette du président américain Clinton. L'accord devait porter sur le statut définitif des territoires dans le cadre des accords d'Oslo-Washington et n'a pas non plus pour objectif, malgré les déclarations d'Arafat en ce sens, la constitution d'un État palestinien. Les propositions de l'O.L.P. “ *pour une paix juste et durable* ”, sur la reconnaissance des États-Unis comme partenaire essentiel et sur le renoncement à toute action unilatérale constituent une soumission totale aux plans de l'impérialisme américain et d'Israël. Les négociations aboutissent à une nouvelle capitulation de l'O.L.P. et d'Arafat sur l'ensemble des points essentiels :

- Sur l'eau : Arafat déclare qu'il y a “ *partage équitable* ” alors même que l'interdiction de creuser des puits dans les zones où s'exerce l'autorité palestinienne est maintenue.
- Sur les frontières : “ *un compromis exceptionnel* ” (sic) est en réalité l'acceptation par l'O.L.P. de la seule Cisjordanie et de Gaza (22% de la Palestine) dans les conditions où Israël garde la maîtrise de l'eau et de l'économie.
- Sur la colonisation : il n'est pas prévu qu'elle cesse.
- Sur l'État : l'O.L.P. devient la seule organisation habilitée à représenter les Palestiniens (les Palestiniens ne constituent pas un « État », mais une simple communauté).

Camp David perpétue la domination d'Israël sur Gaza et la Cisjordanie et isole les Palestiniens physiquement en les enfermant dans des bantoustans et politiquement en leur ôtant toute perspective politique de combattre pour la création d'un État palestinien.

Faute de pouvoir opérer le génocide de Palestinien, le processus d'Oslo-Washington les isole et de les désarme politiquement c'est à dire les amène à renoncer au combat pour leurs droits nationaux. Pour combattre le peuple palestinien a besoin d'une perspective, d'une stratégie politique.

En signant l'accord de Washington, Arafat et l'O.L.P. brouillent et détruisent cette perspective politique. De plus, les masses palestiniennes se trouvent dans une situation économique catastrophique : 25% des revenus globaux des Palestiniens sont des salaires perçus en Israël et la multiplication des blocages les empêchant de travailler les prive de salaires ; le traité de libre échange entre Israël et l'Autorité palestinienne stipule que les Palestiniens ne peuvent boycotter les produits israéliens ; taux de chômage de 45% de la population active et une économie totalement dépendante d'Israël qui contrôle les routes et les aéroports (y compris celui de Gaza) laissent apparaître que les Palestiniens sont totalement asphyxiés.

A camp David, en juillet 2000, Arafat a à nouveau fait preuve d'une servilité totale. Cela dit, il ne lui était pas possible de " garantir " la fin des conflits, de s'engager à ce que soit assurée la " *sécurité des colons* " dont l'emprise ne cesse de s'étendre sur les territoires dits " autonomes ". L'extension de la colonisation conduit les masses palestiniennes à poursuivre dans les pires conditions la résistance, la lutte pour la survie.

Tout en participant aux négociations de camp David, en juillet 2000, le ministre israélien Barak prépare l'affrontement. Il a parfaitement conscience que dans cette situation, la révolte des Palestiniens ne peut être évitée. Il faut donc, à la fois, amener Arafat à aller le plus loin possible dans le maintien de l'ordre au compte de l'État sioniste tout en préparant la répression des masses enfermées dans les territoires. La provocation de Sharon se rendant sur l'esplanade des mosquées le 28 septembre ouvrait la voie à cette répression des Palestiniens par l'armée d'Israël.

### **Election de Sharon**

L'État d'Israël est un État artificiel, un État colonial et totalement dépendant de l'impérialisme. Là réside son instabilité politique. Les élections ont lieu en Israël en février 2001. L'élection de Sharon, le 7 février 2001, exprime la radicalisation de la population israélienne angoissée par la résistance des masses palestiniennes et sa volonté de mater les Palestiniens.

S'il est intéressant de noter que dans les villes et villages peuplés de Palestiniens-israéliens qui avaient voté à 95% Barak, seulement 16% des inscrits ont voté et 20% d'entre eux ont voté blanc, pour autant l'élection de Barak n'était pas un vote plus " à gauche ". En effet, le Parti Travailleur n'est en aucun cas un parti ouvrier. S'il y a des travailleurs juifs il n'y a pas de prolétariat juif dont les intérêts seraient distincts de l'État colonial. Le Parti Travailleur est un parti colonialiste, bourgeois dès son origine, sioniste : c'est le parti qui a dirigé " l'agence juive " puis l'État d'Israël. Quant au Likoud, il a été constitué en 1977 par Begin et Sharon en relation avec la crise d'Israël suite à la semi-défaite de la guerre du Kippour.

Le 7 mars 2000, la constitution d'un gouvernement d'union nationale entre les " colombes " et les " faucons ", signifie l'union sacrée pour mener une répression féroce contre les Palestiniens.

### **Nouvelle Intifada ?**

A la différence de 1987, les masses palestiniennes sont aujourd'hui soumises au désarroi politique qui est la conséquence au processus d'Oslo-Washington. Elles combattent dans d'effrayantes conditions : elles sont trahies de toute part. Elles sont confrontées à la trahison politique de l'O.L.P. et se heurtent à la répression de sa police et de l'armée sioniste. Le pouvoir corrompu de l'Autorité Palestinienne est profondément rejeté mais les masses n'ont aucune organisation qui ordonne leur combat en leur ouvrant une perspective politique.

Les conditions dans lesquelles le prolétariat combat sont de la plus haute importance. Aujourd'hui à l'échelle mondiale c'est le brouillage politique total lié à la restauration du capitalisme en U.R.S.S., à la défaite que cela représente en tant que perte de la perspective du socialisme, de la prise du pouvoir par le prolétariat et à la nécessité du combat pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire. Cette situation pèse sur l'ensemble du prolétariat mondial dont le prolétariat palestinien.

### **Comment aider à briser l'isolement des masses palestiniennes ?**

En Egypte les manifestations étudiantes du 10 octobre 2000 étaient sans commune mesure avec la mobilisation algérienne de 1988. Il y a eu peu de mobilisation dans les autres États du Proche et Moyen-Orient, du Maghreb. Tous les dirigeants du mouvement ouvrier se rangent derrière leur propre impérialisme. En France, le 17 octobre 2000, le P.C.F. a expliqué : " *la négociation devra donc reprendre parce qu'il n'y a pas d'alternative (...) les acquis d'Oslo jusqu'à ceux de Camp David restent* " reprenant mot pour mot les déclarations de Chirac, des quinze États de l'Union

Européenne du 13 octobre 2000 : “ *il n’y a pas d’autre voie que celle de la paix et de la négociation sur la base des acquis de Camp David qu’il est essentiel de préserver. Il faut sauver le processus de paix* ”.

A l’inverse, le combat des jeunes qui se réunissent dans les cercles Révoltes, est un combat aux côtés du prolétariat palestinien. Contre la soumission à l’ordre impérialiste, il faut affirmer qu’il ne peut y avoir d’issue pour la jeunesse et les masses palestiniennes qu’en combattant pour la souveraineté nationale des Palestiniens sur toute la Palestine, ce qui implique la destruction de l’État d’Israël.

Nécessairement, la jeunesse et le prolétariat palestinien devront se dégager de la tutelle des organisations nationalistes petites bourgeoises aujourd’hui soumises à l’impérialisme. Cela veut dire combattre aussi contre la politique réactionnaire des islamistes qui se nourrissent du désarroi politique des masses. Ouvrir une perspective politique au combat des masses palestiniennes c’est combattre pour l’Assemblée constituante palestinienne sur l’ensemble du territoire de Palestine. Mais le préalable au combat pour l’Assemblée constituante palestinienne, c’est que le peuple palestinien ait reconquis l’ensemble de son territoire. Et ce mot d’ordre n’a de sens que s’il procède du combat pour un gouvernement ouvrier et paysan de toute la Palestine sur la perspective des États-Unis socialistes du Proche et du Moyen Orient.

Il faut pour cela construire une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse et un Parti Ouvrier Révolutionnaire en Palestine et dans les autres pays arabes dont le programme reprenne clairement cette perspective.

D’autre part, la jeunesse et le prolétariat français doivent combattre l’ennemi dans leur propre pays. La responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier est écrasante. Exprimer la solidarité ouvrière avec les masses palestiniennes, c’est combattre pour que les organisations syndicales ouvrières (CGT, FO, FSU, FEN, UNEF), le PS et le PCF rompent tout soutien aux accords d’Oslo-Washington ; il est nécessaire de combattre pour qu’ils rompent leur soutien à la politique de Chirac et du gouvernement Jospin-Gayssot-Voinet-Kouchner.

Contrairement à ces mots d’ordre, les organisations ouvrières françaises ont déploré la montée de la violence en renvoyant dos à dos les masses palestiniennes et l’État colonial d’Israël et ont proposé comme seul combat une manifestation pour réclamer le respect des accords d’Oslo-Washington. Ils ont ainsi contribué à l’isolement des masses palestiniennes.

Les dirigeants de ces organisations combattent pour enfermer la jeunesse scolarisée, étudiante, ouvrière dans un véritable carcan idéologique. Tout est fait en permanence pour que la jeunesse n’ait pour seul horizon que les solutions concoctées par la “ *communauté internationale* ”, l’ONU et compagnie, solutions aujourd’hui reprises par les dirigeants du mouvement ouvrier. Or la réalité c’est que cette “ *communauté internationale* ” n’est que la communauté d’intérêts des “ *brigands impérialistes* ”.

Dégager la jeunesse de ce carcan, tracer la perspective indispensable pour qu’elle puisse combattre en défense de ses intérêts immédiats et généraux est la volonté des militants organisés autour de Révoltes. Pour la jeunesse comme pour la classe ouvrière, il n’est pas avenir digne de ce nom en dehors du combat pour détruire le système capitaliste, pour aller vers le socialisme et donc, du combat pour en construire les instruments indispensables l’Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse, le Parti Ouvrier Révolutionnaire, l’Internationale Ouvrière Révolutionnaire.

Un tel combat nécessite avant tout une compréhension claire des événements. Cette clarification politique ne peut être faite que par une libre discussion dans un cadre organisé. Tel est l’objectif de cette réunion.

Directeur de publication E.Maul – Imprimeur AREC, 131 rue Vauban, Lyon 6<sup>ème</sup>.  
N° I.S.S.N. 1291-4290